

La FINUL en question

Va-t-on vers un retrait du contingent français de la FINUL... La question s'impose après les déclarations faites mardi 26 août à l'Assemblée nationale par M. Chirac...

La revendication de M. Chirac a beau paraître relever du bon sens, on comprend qu'elle ait provoqué quelque étonnement au secrétariat général des Nations unies... La décision relève uniquement des quinze membres du Conseil de sécurité...

La cohésion de la majorité à l'épreuve M. Giscard d'Estaing se pose en rival de M. Chirac pour l'élection de 1988

Le mercredi 27 août, à Chamonix, M. Giscard d'Estaing, devant les jeunes de son mouvement - « Giscard président », ont-ils scandé, - s'est posé en rival de M. Chirac pour l'élection présidentielle de 1988.

La veille, M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, avait lancé un appel pressant à l'unité de la majorité, en Corrèze, où les jeunes du RPR ont accueilli le premier ministre aux cris de « Chirac président ».

La majorité serait-elle en danger ? A entendre M. Jacques Toubon, il conviendrait de le croire. Le secrétaire général du RPR a tenu, le mardi 27 août, devant les jeunes de son parti réunis en Corrèze, d'alarmants propos.

Son camp doit relever, dit-il, un grand « défi » : le chômage ? Non, car la majorité actuelle est rompue à ce genre d'exercice, forte d'une longue expérience des affaires de la France. La « cohabitation » ? Encore moins : le premier ministre et le président de la République sont de grandes personnes raisonnables qui ne se disputent point les institutions de la France - au jeu de l'amour et du hasard.



Non, le grand « défi », c'est l'« union de la majorité », garantie de l'existence du gouvernement, de sa durée et donc de sa réussite, sur laquelle, il sera jugé par les Français lors de la prochaine élection présidentielle. Voilà donc la « seconde cohabitation », celle qui régit les relations entre l'UDF et le RPR, en passe d'éclipser la première. Bien que cette déclaration ait été aussitôt étouffée par M. Jacques Chirac - la majorité « ne peut pas être meilleure » et son comportement « ne pose aucun problème » - et que M. Toubon lui-même se soit efforcé d'en atténuer la portée, elle mérite examen.

JEAN-YVES LHOEUF. (Lire la suite page 6 et nos informations pages 5 et 6.)

La relance de la participation Cohabiter dans l'entreprise

Les deux projets d'ordonnances sur la participation devraient être présentés au conseil des ministres dans la seconde quinzaine de septembre. Sur la représentation des salariés, les divergences au sein du gouvernement semblent apaisées.

des candidats pourraient être présentés également par une partie des salariés (5 % de l'effectif jusqu'à deux mille salariés). Pour la participation financière, le débat n'est pas tout à fait tranché.

De Gaulle avait donné le hêtre que l'on suit à la participation. Le gouvernement de M. Chirac ressort le mot - et la chose - du placard. Et pour faire, bonne mesure, il agit sur deux fronts : celui de l'intérêt des salariés et de l'actionnariat populaire comme celui de la présence des salariés dans les conseils d'administration des entreprises (1).

Elle est enregistrée dans la plupart des pays industrialisés (2) et correspond à une attente d'un plus grand nombre de personnes concernées, du fait non pas de quelque convergence d'idéologies, mais de l'envoiessement économique et culturel. (Lire la suite page 17.)

EN LIBRAIRIE LE 11 SEPTEMBRE Jack-Alain LÉGER Wanderweg roman GALLIMARD

CHRONIQUE DES ANNÉES 60 Les nouveaux révolutionnaires PAGE 8

Huitième sommet des non-alignés L'Afrique du Sud sera au centre des débats de la conférence qui réunit une centaine de pays à Harare, capitale du Zimbabwe. PAGE 2

Les cancers de Tchernobyl Les experts de Vienne estiment à 24000 le nombre de décès qui pourraient être provoqués par la catastrophe nucléaire. PAGE 20

Le premier ministre en Nouvelle-Calédonie Dissonances entre ses propos et ceux de son ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons. PAGE 20

Feu vert du Conseil constitutionnel Les « sages » ont approuvé la loi sur les contrôles et vérifications d'identité. PAGE 5

Le plan « sécheresse » du gouvernement 1,3 milliard de francs d'aides et 600 millions d'avances. Le monde agricole est satisfait. PAGE 17

La rentrée cinématographique Orgueil et modestie

Les trompettes de la renommée ont déjà sonné fort pour annoncer la déferlance sur trois cents écrans français de Jean de Florette, première partie du diptyque de Claude Berri d'après Marcel Pagnol. Crème sans châtiment sous la soif d'une ganique incendieuse, comédiens à la fête (Yves Montand, Gérard Depardieu, Daniel Auteuil), budget de 110 millions de francs à la hauteur des ambitions de l'entreprise, le film de Claude Berri est condamné au succès. Plus modeste et insolite, une autre sortie de la semaine, Corps et biens, de Benoît Jacquot. L'auteur de l'Assassin musical filme peu, filme bien. Après quatre années d'absence sur les écrans, il revient, toujours aussi méditant envers ses pairs, pour un film de solitaire en rupture avec la solitude. C'est un polar bizarre peuplé de femmes terribles (Dominique Sanda, Laura Betti, Sabine Haudepin). Et qui marque le retour éblouissant dans un rôle de pocharde justicière de Danièle Darrieux. (Lire page 9 dans « Le Monde arts et spectacles ».)

La mort de Raymond Abellio Un prophète de la réconciliation

Le philosophe et romancier Raymond Abellio est mort dans la nuit du 26 au 27 août, à l'hôpital Pasteur de Nice, des suites d'une angine de poitrine. Il était âgé de soixante-dix-huit ans. La pensée de Raymond Abellio est l'une des plus surprenantes et des plus paradoxales de notre époque. Elle lui valut, au cours d'une carrière intellectuelle et personnelle mouvementée, et riche en rebondissements, des admirations inébranlables et des inimitiés solidaires. Il existe, depuis qu'il a publié ses premiers livres à la fin des années 40, une véritable chevalerie des disciples d'Abellio, persuadés de détenir, grâce à sa pensée, les clés mêmes de l'évolution de l'humanité. Rien ne prédisposait pourtant Georges Soule - le véritable pseudonyme d'Abellio - à devenir une sorte de prophète. Issu d'une famille pauvre des faubourgs de Toulouse, il parvint grâce à ses dons intellectuels à être ingénieur des ponts et chaussées. Cette formation mathématique ne l'empêcha pas de se vouer à une passion : la philosophie, entendue comme le déchiffrement du sens même de l'univers - c'est au cours de ses études qu'Abellio connaît sa première crise de mysticisme... qui le conduit paradoxalement à se convertir au marxisme. Il adhère alors au Mouvement trotskiste et s'inscrit à la SFIO, dont il deviendra l'un des leaders de l'aile ultragauche. Pendant la guerre, nouveau retournement, vers le fascisme : Abellio devient l'un des dirigeants du mouvement social-révolutionnaire de Deloncle, puis se réfugie en Suisse pour échapper tant à la Résistance qu'aux Allemands. C'est au cours de cette retraite forcée qu'il écrit son premier livre, Heures pacifiques, qui contient déjà l'essentiel de ses intuitions métaphysiques et de sa conception de l'univers : le cosmos est un tout, dont les parties sont intimement liées les unes aux autres, si bien que nos actions individuelles apparemment les plus insignifiantes, les plus libres, sont en fait déterminées par les grands mouvements cosmiques ; la vraie liberté ne peut consister qu'à déchiffrer ces secrets, à connaître le dessein de la structure absolue qui ne peut se livrer qu'en dehors des chemins habituels de la raison : par la gnose, par l'astrologie et, plus généralement, par l'ensemble des sciences ésotériques. Mais ce retour à l'occultisme, Abellio ne le conçoit pas comme une lutte rétrograde contre les données de la science : « D'une manière générale, les branches avancées de la recherche - biologique, moléculaire, physique des particules, linguistique structurale - font aujourd'hui apparaître, au niveau des structures évolutives, une étrange parenté avec le Yi-King », écrit-il dans la Fin de l'Esotérisme. Portée par une prose dense, souvent lyrique, cette pensée optimiste, qui tranchait si nettement avec l'idéologie dominante du désespoir et annonçait une réconciliation entre les progrès matériels de l'humanité et sa conscience spirituelle, a immédiatement rencontré l'adhésion de lecteurs peu nombreux mais d'autant plus fervents qu'ils avaient le sentiment d'appartenir à une élite. Mais l'influence d'Abellio tenait autant à sa personnalité qu'à ses livres : une présence physique rayonnante - que n'altérèrent ni sa taille chétive ni les maladies pulmonaires chroniques, - une parole claire capable de faire passer dans le public les notions les plus complexes et les rapprochements les plus surprenants, une culture et une agilité intellectuelle qui lui permettaient de jongler dans la même phrase avec les théories d'Einstein et avec la kabbale, un pouvoir de conviction enfin, qui donnaient à ses interlocuteurs la certitude d'avoir rencontré un prophète. PIERRE LEPAPE. (Lire nos informations page 10.)

VENTE A DES PRIX EXCEPTIONNELS PEUGEOT 1150 cc











هكذا امتنا الأصل

(Publicité)

Le Monde • Jeudi 28 août 1986 • 7

# Pour... Edouard, Alain, Georges et les Autres

EN VUE PRÉPARATION ORDONNANCE SUR LA CONCURRENCE, VOUS SOUMETTONS REFLEXIONS CHEFS D'ENTREPRISE ET PRATICIENS DU DROIT. STOP. SENTIMENTS RESPECTUEUX. STOP. DROIT ET ENTREPRISES.

## EXPOSÉ DES MOTIFS

La poursuite du bien commun exige des relations de commerce qu'elles comportent une concurrence active et assurent la protection des consommateurs. Ces deux objectifs ne se confondent, cependant, pas et l'obtention de l'un n'implique point la satisfaction de l'autre: le consommateur peut être attaché à une diminution autoritaire du prix des produits, qui peut entraîner, à long ou moyen terme, une diminution des investissements et un déclin de l'appareil de production. « Une ristourne de plus, une usine de moins » exprime sinon la contradiction des intérêts, du moins, la discordance des exigences du court et du moyen terme. L'effet immédiat pour les consommateurs n'est, donc, pas, comme certaines opinions et décisions de justice l'avaient, le signe nécessaire de l'activité optimale, souhaitée pour le Bien Commun.

L'avis rendu, le 14 Mars 1985, par la Commission de la concurrence rappelle heureusement: « La Commission de la concurrence est attachée à un principe selon lequel il doit y avoir un partage des avantages économiques imputables à une entente entre les agents économiques aux différents stades du processus économique. Cela ne signifie ni que ce principe doit nécessairement jouer à vers unique au profit des consommateurs, ni que doit être constatée une juste répartition, à chacun des stades économiques, des gains de productivité ou des autres éléments de progrès économique relevés. » (B.O. C.C. 15 Avril 1985, p. 128.)

Il faut en conclure que concurrence entre professionnels et protection des consommateurs ne peuvent être obtenues par une démarche unique et appellent une double intervention de la Loi.

L'observation des dernières années nous a montrés marqués par le souci consumériste établi. D'ailleurs, que la protection des consommateurs est plus facilement assurée par le jeu de dispositions dont les professionnels sont exclus que la mise en œuvre de règles communes pénales à s'appliquer de manière uniforme aux accords entre professionnels, d'une part, et professionnels et consommateurs, d'autre part. Si les premiers balbutiements de la protection consumériste ont pu, voici 20 à 30 ans, appeler cette technique, ses progrès plus récents et son développement futur suggèrent la dissociation. Celle-ci est, d'ailleurs, conforme à la structure même de notre Droit qui, depuis des siècles, distingue un Droit des professionnels, le Droit commercial, attaché notamment à satisfaire les exigences de liberté des opérations et un Droit des particuliers, le Droit civil, attaché à satisfaire les exigences de protection des individus. Il convient donc de distinguer un Droit de la concurrence intégré au Droit commercial et un Droit de la consommation inscrit dans le Droit civil:

- la protection du libre jeu de la concurrence entre professionnels est assurée par le Droit de la concurrence;
- la protection du consommateur est assurée par le Droit de la consommation.

L'un et l'autre objectif supposent une intervention de la loi destinée à éviter les ravages du « renard libre dans le poulailler », la concurrence sauvage dans le commerce et compromettant rapidement les intérêts des consommateurs. L'observation des relations producteurs-distributeurs et distributeurs-consommateurs durant la dernière période en est l'illustration.

## Le DROIT DE LA CONCURRENCE doit être, très largement, à base de liberté.

Si la pensée libérale, au plus large sens du terme, affirme toujours que « la concurrence est le meilleur facteur du progrès économique », rares sont ceux qui estiment encore que « la liberté est le meilleur facteur de la concurrence » et nettement plus nombreux ceux qui pensent que, la liberté n'étant pas toujours le meilleur facteur de la concurrence, le législateur doit en ce domaine comme en d'autres — en voie de restriction, cependant — poser des règles du jeu. Il appartient au législateur d'établir ce minimum de règles et de le maintenir à ce niveau. La concurrence est libre mais l'entente à la concurrence doit et doit seule être prohibée.

S'agissant du Droit matériel de la concurrence, il n'appartient alors pas aux Pouvoirs Publics de décréter la concurrence ni d'organiser sur cha-

que micro-marché le taux optimal de compétition mais de mettre en place les mécanismes propres à en permettre le jeu et les sanctions propres à en assurer le développement. « Nous nous sommes plus attachés aux premiers, les mécanismes généraux de la concurrence — qu'aux seconds — la sanction des déviations. »

Quelles qu'aient été les perversions possibles, nous pensons que la transparence des relations commerciales est le mécanisme le plus favorable à l'activation de la concurrence et que le choix opérant tant par la Circulaire SCRIVENER, en 1978, que par la Circulaire DELORS, en 1984, est le bon choix. Il faut donc jouer « cartes sur table » et interrompre des pratiques qui ont été dommageables à nos investissements industriels et risquent, dans les années qui viennent, de provoquer des dégâts supplémentaires dans la petite et la grande distribution; doivent, notamment, être écartées les pratiques de totalisation des commandes provenant d'opérateurs indépendants sauf pour ceux-ci à se comporter comme le ferait un client unique.

La compétition s'élève entre producteurs, d'une part, et distributeurs, d'autre part, doit se développer au niveau de leurs tâches d'élection: la vertu des industriels s'apprécie plus à la qualité de leurs produits et aux performances de leurs usines qu'à la résistance ou au bluff de leurs vendeurs et, parallèlement, la distribution se grandit davantage de l'originalité de ses gestionnaires de plates-formes ou de magasins que de l'apprit de ses commissions d'achat.

Écartant toute distinction entre restrictions individuelles et collectives, par opérateurs privés ou publics nous avons choisi une définition uniforme et très large du comportement prohibé: en retenant un concept global d'entente à la concurrence ne bénéficiant pas d'une excuse légitime. Nous constatons, en effet, que la plupart des textes précédents s'ajournaient... d'exemples d'entente, d'entente limitée et qu'il appartenait aux autorités chargées de veiller au respect de la concurrence d'adapter les définitions à des formes de contournement qui iront en se renouvelant.

Les suggestions de la présente étude relative aux ASPECTS INSTITUTIONNELS du Droit de la concurrence sont présentées avec coacécision pour plusieurs sortes de raisons:

- La première est sans doute, la référence principale faite au Droit commun et au peu d'utilité d'établir, en matière de droits de la défense par exemple, des règles particulières;
- La seconde est, peut-être, l'attachement majeur de nombreux juristes au point de la question: ayant regretté leur excès d'attention, nous souhaitons éviter cette critique.

Notre choix fondamental conduit à établir le Conseil de la Concurrence en juridiction du premier degré et à confier les recours contre ces décisions à une Chambre spécialisée de la Cour de Paris, comme plusieurs précédents, en matière de brevets d'invention notamment, le suggèrent. L'un et l'autre choix s'expliquent à un moindre degré par des recherches de compétences techniques et, à un degré supplémentaire, de rapidité. L'efficacité du Droit de la concurrence devrait en bénéficier.

En une matière où il ne saurait être question de soumettre à l'appréciation politique toute application sanctionnatrice du Droit de la concurrence — de sa réquisition à son prononcé — ni de supprimer tout appareil de contrôle de ces règles, il faut éviter de déséquilibrer le Conseil de la concurrence en en faisant une institution composée à 99 % d'enquêteurs et à 1 % de magistrats. La création d'un Procureur de la concurrence fixant la charge de ces agents nous a paru une solution moyenne appelant la réflexion.

La désignation d'un Médiateur de la concurrence pourrait favoriser la mise en œuvre du Droit de la concurrence freinée jusqu'ici par la publicité des plaintes formées contre tel ou tel opérateur, dont les plaignants sont, souvent, des partenaires commerciaux.

La mise en place d'un DROIT DE LA CONSOMMATION peut appeler au taux plus élevé d'intervention publique. Aussi doit-il faire l'objet d'un autre débat et d'une autre proposition qui visent, en particulier, des comportements menaçant le consommateur et artificiellement rattachés au Droit de la concurrence: étiquetage informatif et publicité des prix, régime des primes, soldes et loteries, ventes liées et envois forcés, publicité trompeuse...

## PROJET D'ORDONNANCE SUR LA CONCURRENCE

### TEXTE

#### Article premier.

- 1.1 La distribution des produits et des services est libre.
- 1.2 Pour des raisons de santé ou de sécurité publiques, le commerce de certains produits ou services peut être réglementé.
- 1.3 Dans des circonstances graves, des mesures exceptionnelles de réglementation peuvent être prises par décret; elles n'excéderont pas six mois, sauf autorisation législative.

### CHAPITRE I<sup>er</sup>

#### Du Droit de la concurrence

#### ARTICLE 2

Le commerce de produits pour la revente est libre; cette liberté est organisée par le Droit de la concurrence.

#### ARTICLE 3

- 3.1 Le vendeur de produits pour la revente tient à la disposition de tout acheteur potentiel un document unique comportant:
  - ses conditions générales de vente et, éventuellement, ses conditions générales d'agrément des acheteurs pour la revente;
  - son barème de prix de vente de marchandises indiquant, s'il y a lieu, tous rabais, remises, ou ristournes immédiats ou différés;
  - son barème de prix de services à rendre;
  - le taux maximum global des avantages de toutes natures rémunérant les services assurés par l'acheteur.

Les prix des produits et des services sont établis en fonction des seules commandes passées par l'acheteur et des services qui lui sont effectivement rendus ou qu'il rend au vendeur.

- 3.2 L'acheteur de produits pour la revente tient, s'il en est, à la disposition de tout vendeur potentiel un document unique comportant:
  - ses conditions générales d'achat, s'il en est, et éventuellement, ses conditions générales d'agrément de fournisseur;
  - son barème de prix de services et actions promotionnelles à effectuer.

En cas de contradiction entre les conditions générales de vente et les conditions générales d'achat, les premières prévalent, sauf convention écrite des parties.

Un contrat écrit directement conclu par le vendeur et l'acheteur, établit la nature et la rémunération des services spécifiques et des actions promotionnelles assurés par les opérateurs.

Tout achat de produit pour la revente en l'état ou après transformation fait l'objet d'une facture résumant aux documents précités.

Lorsque plusieurs vendeurs de produits pour la revente groupent leurs ventes ou lorsque plusieurs acheteurs de produits pour la revente groupent leurs achats, ils sont, avec leur groupement, solidairement obligés entre eux sans être recevables à faire la preuve contraire.

Les ristournes cumulatives différées sont, sauf stipulation contraire écrite, convenues pour des périodes indivisibles de un an; sauf abus, elles ne sont point dues en cas d'interruption des relations d'affaires en cours d'années.

Nonobstant tous accords contraires, le droit aux ristournes cumulatives différées est subordonné à l'exécution par la partie créancière de ristournes par ceux dont elle est solidaire, de la totalité de leurs engagements exigibles à l'égard de la partie débitrice.

Les prestations de service sont soumises aux exigences énoncées par les articles 3.1 à 3.7 pour autant que leur nature spécifique n'en écarte pas la possibilité.

#### ARTICLE 4

4.1 Les opérations emportant transfert total ou partiel de propriété ou de contrôle d'entreprise ou de groupe d'entreprises font, a posteriori, l'objet de déclaration par les intéressés et de contrôle par les Pouvoirs Publics lorsque la part de marché provenant du regroupement des achats ou des ventes d'un bien ou d'un produit représente plus de 20 % du volume d'affaires réalisés sur le marché national ou une partie substantielle de celui-ci avec des produits identiques ou considérés comme similaires par l'utilisateur en raison de leurs propriétés, de leurs prix et de leur usage.

4.2 Chaque fois que pareille opération de concentration affecte ou menace de manière substantielle la concurrence, le Ministre de l'Economie peut, sur avis conforme du Conseil de la concurrence, ordonner le rétablissement de la situation antérieure pour autant que les inconvénients du regroupement l'emportent sur les avantages obtenus pour le progrès économique.

### ARTICLE 5

5.1 Toute action ou omission ayant pour objet ou pour effet d'entraver, de façon sensible, le libre jeu de la concurrence est interdite, qu'elle soit le fait d'une ou de plusieurs personnes de droit public ou de droit privé.

5.2 Les opérateurs à qui l'altération de concurrence est opposée peuvent faire valoir une excuse légitime de leur comportement.

### ARTICLE 6

La position dominante est constituée dès lors qu'une entreprise ou un groupe d'entreprises occupent sur le marché intérieur, ou une partie substantielle de celui-ci, une position caractérisée par une situation de monopole ou par une concentration manifeste de la puissance économique: celle-ci est présumée dès lors qu'une entreprise ou un groupe d'entreprises intervient pour plus de 10 % du chiffre d'affaires d'une autre entreprise.

L'abus de pareille position peut valoir entrave à la concurrence.

### ARTICLE 7

Garantes du libre jeu de la concurrence, les personnes de droit public s'interdisent de perturber cette liberté en intervenant notamment par:

- tout blocage du libre jeu des prix et/ou des marges;
- toute modification du libre établissement des conditions commerciales;
- toute intervention discriminatoire, financière ou autre, dans les entreprises.

### ARTICLE 8

8.1 Le contrôle du respect du droit de la concurrence est confié au Conseil de la concurrence.

8.2 Le Conseil de la concurrence est composé à parité de magistrats et de personnalités qualifiées sous la Présidence d'un Conseiller à la Cour de cassation ou d'un Conseiller d'Etat nommé par le Président de la République.

8.3 En session plénière, le Conseil délibère sur les avis concernant l'application générale du Droit de la concurrence qui lui sont demandés par le Premier Ministre ou le Ministre de l'Economie.

8.4 Le Président du Conseil de la concurrence constitue, au sein du Conseil, les sections appelées à intervenir comme Tribunal de la concurrence. Le Tribunal de la concurrence est composé d'un Président Magistrate, de deux magistrats et de deux personnalités qualifiées.

Le Tribunal de la concurrence siège comme juridiction du premier degré sur les infractions à la présente loi selon les règles et les modalités de procédure de droit commun. Il peut également être saisi par le Procureur général de la concurrence ou le Médiateur de la concurrence. Ses décisions sont susceptibles de recours devant une Chambre spécialisée de la Cour d'appel de Paris.

8.5 Le Président du Conseil de la concurrence constitue au sein du Conseil la Section des concentrations appelée à donner l'avis visé à l'article 4 de la présente loi.

8.6 Le Ministre de la Justice désigne, auprès du Conseil de la concurrence, un Procureur général de la concurrence dont relèvent les enquêtes et les contrôles de la concurrence ainsi qu'un Médiateur de la concurrence.

8.7 Une procédure de médiation est mise en place à l'initiative du Médiateur de la concurrence.

8.8 Le budget du Conseil de la concurrence est rattaché au budget du ministère de la Justice.

### ARTICLE 9

9.1 Les infractions isolées aux dispositions de l'article 3 sont sanctionnées par des amendes de composition dont le montant est fixé par décret.

9.2 Les autres infractions aux dispositions de la présente loi sont sanctionnées par des amendes dont le taux est compris entre 0,5 et 5 % du chiffre d'affaires annuel de chaque contrevenant, et ne peut être inférieur à 10 000 francs. La charge en incombe aux personnes physiques ou morales, tenues pour responsables des comportements sanctionnés.

9.3 En cas d'entrave illicite intentionnelle, la responsabilité pénale des dirigeants des entreprises peut être recherchée devant le Tribunal correctionnel dans les conditions de droit commun. Ils encourrent une amende de 100 000 à 300 000 francs.

### CHAPITRE II

#### Du Droit de la consommation

#### ARTICLE 10

Le commerce de produits pour la consommation est libre; cette liberté est organisée par le Droit de la consommation.

Le Droit de la concurrence fait, depuis des années, l'objet de discussions d'autant plus aisées que, sous une forme ou une autre, il n'est généralement pas appliqué. L'ineffectivité du Droit de la concurrence est, en effet, le vice majeur des règles qui se sont succédé, en France, depuis 40 ans et le souci majeur des responsables publics doit être d'obtenir l'efficacité des règles qu'ils entendent édicter. Imputer nos difficultés économiques à des textes, généralement plus récents qu'il n'est dit — le dernier a huit mois — relève

de la technique facile du bouc émissaire. Mais puisqu'il faut réformer, réformons à la condition de faire simple et clair... puis d'appliquer. Au moment où les Ministres de l'Economie, de l'Industrie et du Commerce abordent, plume à la main, le rapport DONNEDIEU DE VABRES pour préparer l'Ordonnance sur le Droit de la concurrence attendue pour les prochaines semaines, notre souci est simplement de rappeler cette exigence et de l'illustrer par une proposition précise.

Droit et entreprises  
4, rue Férou, 75006 PARIS  
Tél.: 43.26.61.29 - 43.26.63.79  
— Télex : 201606 —

















**Cliff Richard,**  
un des chanteurs  
les plus populaires au monde.



**Hervé Odermatt,**  
propriétaire de la galerie  
Hervé Odermatt à Paris



**Freddie Spencer,**  
coureur moto  
et le plus jeune champion du monde  
des 500 cc de tous les temps

# Le succès est-il la chose la plus importante dans leur vie ?

**NON** Cliff Richard, Hervé Odermatt et Freddie Spencer ont tous bénéficié d'un succès public ou professionnel considérable dans les carrières qu'ils ont choisies.

## La réussite de bout en bout

Cliff Richard, récompensé par 10 disques d'or pour ses nombreux succès, continue sa brillante carrière musicale. Il joue aussi dans de nombreux films et séries télévisées.

Hervé Odermatt, issu d'un milieu rural très modeste, est devenu un négociant en œuvres d'art connu sur le plan international et un expert des plus respectés. Il possède aujourd'hui une collection personnelle très importante d'art contemporain.

Freddie Spencer, champion du monde de moto, a écrit une page de l'histoire de la moto en gagnant le même jour le Grand Prix des 250 cc et des 500 cc.

Les carrières de ces hommes sont marquées par la réussite de bout en bout. Vous pourriez croire que le succès est la chose la plus importante dans chacune de leur vie.

Mais, ce n'est pas le cas.

## La chose la plus importante

Chacun d'eux affirme que la chose la plus importante dans sa vie, c'est sa relation personnelle avec Dieu. Ils comptent sur lui chaque jour pour la direction de leur vie et pour leur force.

"Gloire soit rendue à Dieu ; par sa grande puissance qui agit en nous, il peut faire beaucoup plus que tout ce que nous n'oserions jamais demander, même en rêve, infiniment au-delà de nos prières, de nos désirs, de nos pen-

sées ou de nos espoirs les plus grands".

Ces hommes peuvent se porter garants de la vérité de ces paroles. Tout comme l'amour et la puissance de Dieu sont à l'œuvre dans leur vie, vous pouvez jouir de l'amour de Dieu et expérimenter son soutien et sa puissance dans votre propre vie.

## "La vie à pleines mains". Chez vous GRATUITEMENT

Un livre broché et illustré qui s'intitule "La vie à pleines mains" vient de paraître en France.

Il vous montrera comment trouver la force inépuisable, la direction de votre vie, ainsi qu'une puissance intérieure pour faire face aux problèmes que nous rencontrons tous chaque jour.

## Une expérience heureuse

Mieux encore ! Il vous mettra sur le chemin de la plus heureuse expérience qu'un être humain puisse vivre : une relation personnelle avec Dieu.

## Bouleversez votre vie

Pour obtenir votre exemplaire gratuit de "La vie à pleines mains", envoyez-nous ce coupon ou téléphonez au numéro gratuit ci-contre pour un envoi plus rapide. Vous ne recevrez aucune visite, personne n'essayera de vous vendre quoi que ce soit, ni par correspondance, ni par téléphone. Aucune contribution financière ne sera demandée, ni acceptée.

Demandez **DÈS MAINTENANT** votre exemplaire gratuit de "La vie à pleines mains". Ce livre peut bouleverser votre vie.

\*Ephésiens 3:20 (Le Livre : Nouveau Testament Paraphrasé).

Pour obtenir votre exemplaire  
**GRATUIT** de "La vie à pleines mains"  
APPELEZ LE

**05.33.33.33**

ou RENVOYEZ NOUS CE COUPON DÈS AUJOURD'HUI.

## COUPON REPONSE

à renvoyer à : LA VIE A PLEINES MAINS  
Libres-réponses n° 30  
94159 RUNGIS CEDEX  
(ne pas affranchir)

Veuillez m'envoyer mon exemplaire gratuit de "La vie à pleines mains". J'ai bien noté que cette offre est sans risque ni obligation.

Je ne recevrai aucun appel téléphonique ni visite. Mon nom ne sera pas communiqué ou utilisé sous aucun prétexte. Je pourrai conserver le livre "La vie à pleines mains" gratuitement et absolument sans engagement.

M<sup>r</sup> ☐ M<sup>me</sup> ☐ M<sup>lle</sup> ☐

(écrire en majuscules SVP)

Prénom

N° et rue

Commune

Code postal Localité distrib.

Proposé sans aucun but lucratif par la Fondation Arthur S. De Moss  
**AUCUNE CONTRIBUTION FINANCIÈRE  
NE SERA JAMAIS DEMANDÉE NI ACCEPTÉE.**











